

Blocage des crédits d'équipement dans l'attente du vote de la réforme de l'enseignement, importance des reports de crédits de paiement; création d'une direction de l'équipement scolaire et universitaire [3 décembre 1956] (p. 5457). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour lutter contre l'épidémie de fièvre aphteuse [15 janvier 1957] (p. 2); la développe : *Ses observations sur l'épidémie de fièvre aphteuse, les résultats de l'abatage pratiqué dans le Finistère, le développement nécessaire de la production de la viande, le blocage des crédits d'équipement provenant des caisses d'épargne* [26 février 1957] (p. 1119 à 1122). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant revalorisation des retraites minières; Art. 6 : *Son amendement tendant à exempter les ardoisières de tout versement supplémentaire* [19 février 1957] (p. 959); le retire (p. 961); — du projet de loi instituant un régime particulier de retraites en faveur des personnels actifs de la police, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 février 1957] (p. 1114); Art. 6 : *Amendement de M. Quinson tendant à réduire aux deux tiers de celle prévue à l'article premier la bonification accordée aux agents de la sûreté nationale atteints par la limite d'âge entre le 1^{er} janvier 1957 et le 1^{er} juillet 1959* (p. 1117); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits d'investissements, AGRICULTURE : *Electrification rurale, cas des départements bretons* [7 mars 1958] (p. 1322, 1323); EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Augmentation appréciable des crédits, surtout pour l'enseignement du second degré et l'enseignement supérieur; intérêt de la création des collèges scientifiques; augmentation des crédits de paiement et diminution des reports de crédits; nécessité d'un programme d'équipement scolaire et universitaire à long terme* [8 mars 1958] (p. 1347, 1348); *Création du musée des arts et traditions populaires; conservation de nos monuments historiques* (p. 1368, 1369). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Pierre Pflimlin) [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'un projet de loi adopté par le Conseil de la République relatif au mode d'élection des Conseillers de la République des T. O. M., du Togo et du Cameroun;

Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Malbrant tendant à proroger pour six mois les mandats des sénateurs des T. O. M. et des territoires sous tutelle appartenant à la série B* [21 mai 1958] (p. 2425); *Amendement de M. Coquel tendant à supprimer l'alinéa relatif à la représentation du Togo et du Cameroun; non-abrogation des textes prévoyant la représentation de ces territoires* (p. 2426, 2427); Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à instituer le scrutin proportionnel lorsque deux sièges sont à pourvoir; nécessité d'un vote rapide* (p. 2428). — Présente sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* le 28 mai 1958. Cette démission est acceptée le 31 mai 1958 (Séance du 1^{er} juin 1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279). = S'excuse de son absence [22 mars 1956] (p. 1188), [29 mai 1956] (p. 2065), [12 mars 1957] (p. 1435), [12 juin 1957] (p. 2682). = Obtient des congés [22 mars 1956] (p. 1188), [29 mai 1956] (p. 2065), [12 mars 1957] (p. 1434), [12 juin 1957] (p. 2682).

CONDAT (M. Mahaman), *Député du territoire du Niger (Collège unique) (U. D. S. R. puis P. R. A.)*.

Son élection est validée [6 mars 1956] (p. 667). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission des territoires d'outre-mer [7 février 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4503). = S'excuse de son absence [12 novembre 1957] (p. 4709). = Obtient un congé [12 novembre 1957] (p. 4709).

CONOMBO (M. Joseph), *Député de la Haute-Volta (App. M. R. P. puis P. R. A.)*.

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 235). = Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161) (1), [19 novembre 1956] (p. 4806) (2). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161) (1), [19 novembre 1956] (p. 4806); de la Commis-

(1) Démissionnaire [23 octobre 1956] (p. 4320).

(2) Démissionnaire [24 juin 1957] (p. 2920).